

Date : 02/02/2013
 Pays : FRANCE
 Page(s) : 1-20
 Rubrique : Culture & Styles
 Diffusion : (354316)
 Périodicité : Quotidien

Le Monde



CULTURE & STYLES

A quoi sert vraiment une commission d'étude ?

Pendant deux mois, Marie Desplechin a présidé un groupe de vingt experts chargé de fournir des idées pour faire entrer l'art et la culture dans la vie des jeunes. Le résultat, lui, est assez discutable. Récit. LIRE PAGE 20

Culture à l'école : six semaines et puis s'en vont...

La commission sur l'éducation artistique et culturelle rend son rapport. Du bon et vain usage de la concertation

Enquête

C'était très sympa mais franchement, je ne vois pas à quoi tout ça a servi. » L'écrivaine Marie Desplechin mâche rarement ses mots. Mais ceux-là risquent de faire un peu de bruit à l'heure où le ministère s'apprete à rendre public le rapport du comité de pilotage de la consultation sur l'éducation artistique et culturelle.

Pendant deux mois, l'écrivaine a présidé un groupe de vingt personnes aussi compétentes que variées, chargées de livrer des propositions sur le chantier culturel prioritaire du gouvernement : faire entrer l'art et la culture dans la vie de tous les jeunes, en commençant par l'école. Au terme de cette gestation rapide, après un dernier regard sur le bébé de quarante-huit pages qu'elle a contribué à faire naître, elle livre au Monde un diagnostic sans réserves : « Consulter, s'il n'y a pas de réflexion, ni de profondeur, ça ne rime à rien. On trouve ce qu'on sait déjà. »

Deux mois de travail, donc. Ou plutôt six semaines, si l'on écarte la relecture et les ultimes modifications sur le texte rédigé par l'inspecteur général des affaires culturelles Jérôme Bouët, rapporteur du comité. Au total, dix demi-journées d'auditions et 80 organisations entendues, du 21 novembre au 7 décembre, plus deux demi-journées ajoutées à la demande du comité. Si la plupart des membres de l'équipe ne partagent pas la sévérité de leur présidente, tous conviennent que le temps imparti était « beaucoup trop court ».

Qui sont-ils et comment ont-ils été choisis ? Il y a là huit représen-

Dix demi-journées d'auditions et 80 organisations entendues

tants des ministères concernés : culture, éducation, jeunesse et sports, enseignement supérieur, agriculture. Six élus, balayant les divers échelons du paysage administratif : régions, départements, villes. Enfin six « personnalités du monde de la culture, de la recherche et de l'éducation » : le chorégraphe Sylvain Groud, la philosophe Marie-José Mondzain, la sociologue Anne Barrère, la critique d'art Marianne Alphant, une directrice de bibliothèque du Havre, Françoise Legendre, et le principal d'un collège de Metz, Lucien Pietron.

Pourquoi ceux-là ? Nicole Bellobet, vice-présidente de la région Midi-Pyrénées, chargée de la culture, est une ancienne rectrice. Elle a copiloté la consultation sur l'école lancée par Vincent Peillon pendant l'été. « Mon emploi du temps était bloqué, je l'ai dit, mais ils ont insisté : il fallait faire le lien entre les deux consultations. J'ai accepté mais je n'ai assisté qu'à quatre demi-journées sur dix. » Jacqueline Broll, conseillère à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Rhône-Alpes, préside aussi l'Association des personnels en charge de l'éducation artistique et culturelle. « D'une pierre deux coups, sourit-elle. Et le ministère me connaît. » Idem, côté éducation, pour Jean-Yves Moirin, doyen de l'éducation artistique à l'Inspection générale, ou Agnès Pigler, déléguée à l'action culturelle à l'Académie de Dijon.

Le choix des personnalités a laissé plus de place au hasard des ren-

contres. Marie-José Mondzain semblait presque incontournable sur la philosophie de l'art. Mais le chorégraphe Sylvain Groud, 43 ans, n'a pas la même notoriété. « La conseillère de la ministre chargée du dossier connaissait mon travail avec les collégiens. Et Aurélie Filippetti avait assisté à une de mes interventions. » Lucien Pietron est, lui, très clair : « Je connais Aurélie de Metz. Nous partageons les mêmes convictions et nous avons souvent parlé du sujet. »

Reste la présidente, Marie Desplechin. L'écrivaine a consacré une part de son œuvre aux enfants. Elle intervient dans les écoles. « Surtout, le ministère avait lu la série d'été que j'avais faite dans Le Monde. » Des témoignages d'élèves de 3^e, recueillis par des étudiants de Sciences Po Lille et publiés chaque semaine en juillet et août 2012. « Le sujet me passionne, j'ai donc accepté de les rencontrer. »

Là, premier choc. Devant elle, ce 7 novembre, les spécialistes du ministère de la culture : « Ils parlaient une autre langue. Des sigles, un vocabulaire, une syntaxe inconnus. J'aurais dû descendre du train mais je suis trop curieuse. Et ils étaient de bonne volonté. » Une fois la commission composée, deux semaines plus tard, Agnès Pigler sera chargée de faire un petit cours de lingua administrativa aux artistes de la bande, sous le regard bienveillant mais inquiet de la présidente Desplechin. « Je n'avais choisi ni les membres de la commission, ni les personnes auditionnées. Mes copains se foutaient de moi : tu vas perdre ton temps. Mais je voulais y croire. Les gens étaient investis et l'ambiance très agréable. »

« Il y avait un vrai respect entre nous », insiste Lucien Pietron. « Les antagonismes entre éducation et

Date : 02/02/2013

Pays : FRANCE

Page(s) : 1-20

Rubrique : Culture & Styles

Diffusion : (354316)

Périodicité : Quotidien

Le Monde



culture, technos et artistes avaient disparu», ajoute Jacqueline Broll. Les pédagogues, qui rêvent de former les artistes, et le danseur Sylvain Groud, qui y décèle une «atteinte à [sa] liberté d'artiste», se frottent bien un peu. «Mais ce n'était jamais tendu. Marie avait établi un climat très convivial», renchérit Jérôme Bouët. Il n'y a que Marie-José Mondzain pour casser l'ambiance. Plusieurs fois, la philosophe met en garde contre le risque d'à-peu-près. Quelle finalité? Quelle culture? Pourquoi généraliser? «On l'a tous approuvée», se souvient Sylvain Groud. «Mais on n'en a rien fait», se désespère Marie Desplechin.

C'est qu'il faut avancer. Entre la consultation pour l'école, dont il a fallu attendre les conclusions, et l'acte III de la décentralisation, annoncé au printemps, le temps politique impose son rythme. Quatre-vingts auditions réparties sur dix demi-journées de quatre heures: chaque organisme dispose de 30 minutes, questions comprises. «On dépassait toujours, mais ça restait très frustrant», admet Agnès Pigler. Tous les membres de la commission insistent sur la qualité, le sérieux, l'extrême compréhension des personnes auditionnées. «Il n'y a qu'Anne de Marjorie, la présidente d'ATD Quart Monde, qui a osé nous dire que nous nous fichions du monde, se souvient Marie Desplechin. Une heure pour

huit associations de lutte contre l'exclusion... Je lui ai dit qu'elle avait raison.»

A la fin de chaque journée, Jérôme Bouët envoie des synthèses. Certains réagissent par mail. D'autres digèrent. L'inspecteur général transmet un premier plan du rapport. Stupeur des participants. Aucune discussion collective n'a encore eu lieu. «Le temps était compté», s'excuse le haut fonctionnaire. Surtout pour lui, chargé, en parallèle, de deux autres rapports. «Marie a été rude, mais elle avait raison. J'ai tout repris.»

« Ils parlaient une autre langue. Des sigles, un vocabulaire, une syntaxe inconnus »

Marie Desplechin, écrivaine

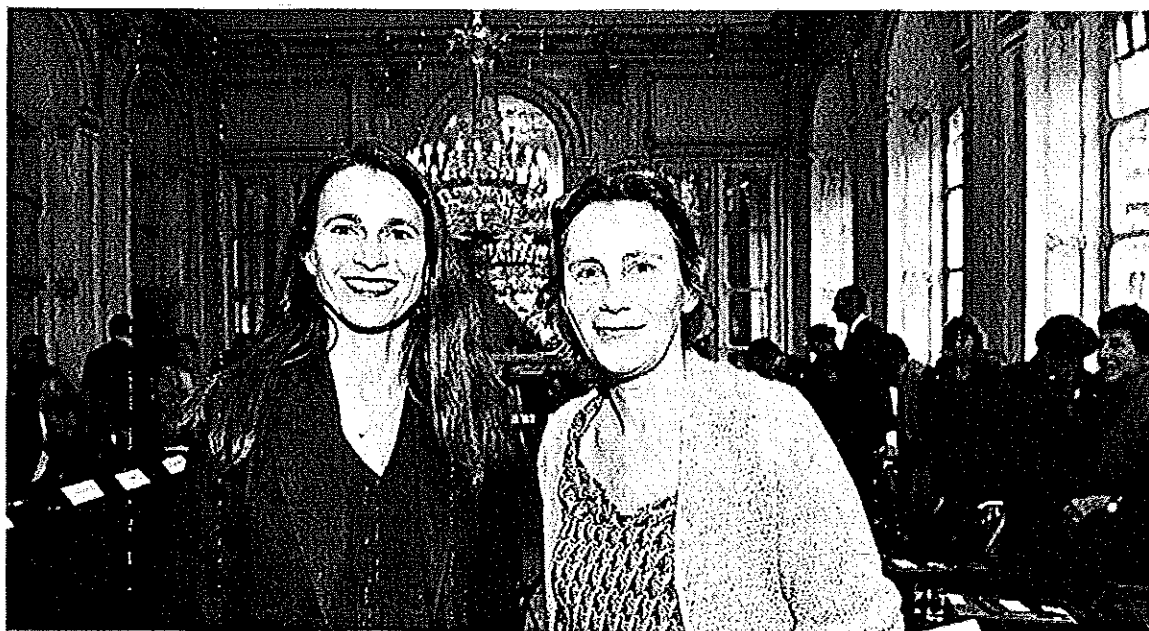
Entre-temps, le comité a obtenu un petit délai supplémentaire. A la demande de la présidente, un dîner a été organisé. «On n'avait pas entendu un artiste jusque-là, se désole la présidente. J'ai donné des noms. On les a répartis sur les différentes tables. Le chorégraphe Thierry Niang, le photographe Denis Darzacq, la réalisatrice Julie Bertuccelli, la chanteuse Camille, le metteur en scène Emmanuel

Demarcy-Mota...» Les membres de la commission en gardent tous un souvenir ému. Et après? «Quand Jérôme Bouët a évoqué la villa Médicis à Clichy-sous-Bois, Thierry et Denis ont dit que c'était absurde. C'est sorti du rapport.»

Le rapport... Pour en finaliser la rédaction, la commission se retrouve le 13 décembre. Puis le 8 janvier. Avant cette ultime rencontre, Marie Desplechin écrit à tous ses membres pour exprimer son désarroi. Une lettre poignante dans laquelle elle met en question l'ensemble du processus, à commencer par son propre rôle: «Je me reproche d'avoir perdu de vue ce pourquoi j'ai voulu participer à la commission, qui est l'amitié que j'ai pour les enfants, la foi que j'ai dans leur capacité d'émerveillement et leur désir de comprendre, et la certitude que nous ne ferons rien de bon si nous ne le faisons pas pour eux et avec eux.»

Alors que faire? Poursuivre la mission, comme l'a suggéré le ministre, et comme la plupart des membres de la commission en ont exprimé le désir? «Le plus utile (et le plus raisonnable certainement) est peut-être pour moi de me remettre au travail que je sais faire, et dont je peux penser qu'il a du sens là où je l'exerce», écrit-elle alors. Trois semaines plus tard, son sentiment n'a pas fléchi. ■

NATHANIEL HERZBERG



Aurélielle Ellipetti et Marie Desplechin lors d'une audition de la commission, le 21 novembre 2012. © EXCELSIOR

Date : 02/02/2013
 Pays : FRANCE
 Page(s) : 20
 Rubrique : Culture et Styles
 Diffusion : (354316)
 Périodicité : Quotidien

Le Monde



CULTURE & STYLES

48 pages, quelques pistes et quelques piques

OFFRIR À « TOUS LES ENFANTS » un « parcours d'éducation artistique et culturelle » en privilégiant « une approche territoriale » ; Aurélie Filippetti avait tracé au comité de pilotage de la consultation un cadre assez contraignant. A la lecture des 48 pages que le ministère devait rendre publiques vendredi 1^{er} février, la ministre a dû être largement satisfaite. Le comité a trouvé, en son sein comme parmi les personnes auditionnées, un large consensus sur ces trois orientations.

Assez naturellement, la série de propositions qu'il adresse au terme du rapport s'oriente autour de trois axes : la gouvernance (territoriale bien sûr), la formation (des enseignants, des animateurs et, lorsqu'ils le souhaitent, des artistes) et l'information (en particulier sur les bonnes pratiques). Pas de révolution, donc. Le rapport invite bien à « actualiser la doctri-

ne de l'éducation artistique », en examinant l'impact du numérique, le rôle de la culture scientifique ou la nécessité éventuelle d'agir dès la petite enfance. Mais pas de grande nouveauté. Et pourtant, ce document, sans fioritures ni emphase, dévoile un paysage qui invite à la réflexion. Si aujourd'hui seuls 10 % à 20 % des jeunes profitent des dispositifs d'éducation artistique et culturelle, c'est tout à la fois une question de volonté, d'échelle et de moyens.

Les lecteurs du rapport découvriront ainsi que, dans l'enseignement agricole, 100 % des élèves disposent, depuis les années 1960, de 12 heures hebdomadaires d'« enseignement socioculturel ». Une démarche de projet, la prise en compte de la parole de l'élève, l'accueil d'artistes en résidence : un cursus presque idéal, admet le rapport. Sauf qu'avec 170 000 élèves, pilotés au plus près du ter-

rain, le modèle de l'enseignement agricole n'est « pas transposable » aux 15 millions de jeunes de moins de 20 ans visés par le rapport. Trop fin, trop cher.

Des « espaces de liberté »

D'autant que l'Etat s'est désengagé. Le rapport le dit clairement : l'éducation nationale et la culture ont réduit leurs dépenses depuis dix ans. Un recul entamé avec l'arrêt du plan Lang-Tasca en 2002 et poursuivi depuis lors. Or s'il invite à privilégier le pilotage au niveau des « bassins de vie », le rapport n'en souligne pas moins la nécessité d'une correction par l'Etat des inégalités territoriales.

Redonner des moyens mais laisser aux acteurs davantage d'initiative. Là encore, l'administration essuie son lot de critiques. Les enseignants, les parents, les artistes se plaignent du corsetage réglementaire. Le rapport invite à

les écouter. Il réclame aussi et surtout, avec insistance, que l'on donne des « espaces de liberté de propositions, de dialogue, d'élaboration de projet » aux jeunes eux-mêmes. Une pierre dans le jardin de l'éducation nationale.

La tâche est immense, admet le comité. On ne peut pas tout faire. Il invite donc à commencer par l'école, en profitant de l'opportunité de la réforme des rythmes scolaires. On peut regretter que le comité ne se soit pas avancé plus concrètement sur ce terrain. On doit en revanche le saluer lorsque, en conclusion, il admet avoir été partagé entre la nécessité de tracer une politique structurante, forcément complexe, laissant la place au partenariat, et la volonté d'apporter des progrès concrets, visibles. « Le rapport fournit un début de réponse, forcément insatisfaisant. » Belle lucidité. ■

N.H.